

Chapitre 2 : Publics hors formation

Les mobilités en co-financement Région - Etat

Volet 2 – Chantiers internationaux de jeunes bénévoles

Afin de développer des projets accessibles sans prérequis et de favoriser une égalité des chances ainsi qu'une ouverture sur le monde portées par les valeurs de l'éducation populaire et de la citoyenneté, la Région fait le choix d'apporter un complément aux financements de l'Etat sur les chantiers internationaux en Nouvelle-Aquitaine, en partenariat avec l'Etat représenté par la Délégation Régionale Académique à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (DRAJES), la Direction Régionale des Affaires Culturelle (DRAC) ou la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et le réseau des associations organisatrices.

ARTICLE 1 - OBJECTIFS

La Région souhaite accompagner les jeunes les plus éloignés de la mobilité et de l'engagement vers des projets ne nécessitant aucun prérequis académique dans la pratique des langues étrangères. Ces actions permettent de développer la citoyenneté européenne et internationale. Ces projets sont un premier pas vers des mobilités plus longues. L'accompagnement éducatif permet aux jeunes de partir dans un cadre sécurisé et de développer leur appétence pour les langues et les actions relevant de l'intérêt général.

La Région souhaite cibler :

- L'accueil de jeunes bénévoles néo-aquitains et étrangers sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine en soutenant l'organisation de chantiers internationaux.
- L'envoi de jeunes néo-aquitains éloignés de la mobilité vers des chantiers de jeunes bénévoles internationaux à l'étranger en soutenant des projets éducatifs.

ARTICLE 2 - BÉNÉFICIAIRES

- Dans le cadre de l'accueil de jeunes bénévoles néo-aquitains et étrangers au sein de chantiers internationaux en Nouvelle-Aquitaine, sont éligibles les associations organisatrices de chantiers de jeunes bénévoles agréées par le Ministère de l'Education Nationale, et également affiliées à l'association REMPART (Union de 170 associations pour la sauvegarde du patrimoine) ou à l'association CO-TRAVAUX (coordination pour le travail volontaire des jeunes). Elles doivent être implantées en Nouvelle-Aquitaine par leur domiciliation ou leur action.
- Dans le cadre de l'envoi de jeunes néo-aquitains vers des chantiers de jeunes bénévoles internationaux à l'étranger, sont éligibles les associations et notamment les missions locales de la Nouvelle-Aquitaine qui accompagnent des projets éducatifs affiliés aux réseaux reconnus par le Ministère de l'Education Nationale (Rempart ou Co-travaux).

Les associations, lieu d'apprentissage de la citoyenneté, doivent présenter un fonctionnement institutionnel démocratique privilégiant la participation de leurs adhérents, particulièrement des jeunes et le renouvellement annuel de leurs instances dirigeantes.

Le présent volet intègre la politique d'éco-socio-conditionnalités de la Région, suivant le montant de l'aide régionale attribuée :

- Moins de 150 000 € d'aide sous la forme d'une charte d'engagement signée par le bénéficiaire.
- Plus de 150 000 € d'aide sous la forme d'un plan de transition individualisé, annexé au contrat attributif d'aide régionale, à destination des bénéficiaires.

Ce seuil permet de proportionnaliser les conditions d'octroi des aides avec un plan de transition s'attachant aux bénéficiaires qui, étant les plus structurés, sont en mesure de porter une réflexion et de mettre en œuvre des mesures écologiquement et sociologiquement responsables.

Conformément à la délibération cadre sur les éco-socio-conditionnalités des aides régionales, les éco-socio responsabilités sont de 3 natures :

- a. Respect des ressources naturelles : économie des ressources, gestion des déchets ;
- b. Transitions pour tous : égalité Femmes-Hommes, lutte contre les discriminations, qualité et santé au travail ;
- c. Ecoresponsabilité et décarbonation : création et maintien de l'emploi, ancrage territorial.

ARTICLE 3 - PROJETS ÉLIGIBLES

- Dans le cadre de l'accueil de jeunes bénévoles néo-aquitains et étrangers au sein de chantiers internationaux en Nouvelle-Aquitaine, les projets éligibles doivent répondre aux critères énoncés dans la charte nationale des chantiers de bénévoles, notamment :
 - contribuer à la dynamique de développement local du territoire concerné et à la réalisation de travaux d'intérêt collectif par la participation de jeunes bénévoles, français et étrangers : projet de restauration d'un site patrimonial, etc.,
 - favoriser la mobilité dans un but de connaissance mutuelle, de découverte et d'échanges multi-culturels dans le cadre d'un projet éducatif encourageant une citoyenneté active.

Chaque chantier doit être le fruit d'une collaboration entre l'association organisatrice, les partenaires locaux et la population et prendre en compte les potentialités du territoire (environnemental, social, économique et culturel) ainsi que sur les moyens humains, financiers et techniques.

- Dans le cadre de l'envoi de jeunes néo-aquitains vers des chantiers de jeunes bénévoles internationaux à l'étranger, les projets éligibles doivent privilégier l'envoi collectif de jeunes de niveau bac ou infra bac (deux jeunes au minimum).

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les actions présentées dans ce volet d'intervention sont mises en place chaque année dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée à la politique « Mobilité Internationale » sur l'année civile.

Cette aide est susceptible octroyée une fois par an à la structure et appréciée en fonction du nombre de jeunes concernés. Les dépenses éligibles sont liées aux frais de transport, d'inscription et ceux liés à la vie quotidienne du jeune.

L'aide régionale sera appréciée en fonction de l'ensemble des cofinancements obtenus (Etat, collectivités locales, associations, entreprises...) et de la capacité d'autofinancement du projet. Le montant global des recettes pourra intégrer notamment les contributions volontaires en nature, dans la mesure où celles-ci sont objectivement quantifiées selon les règles en vigueur au plan national.

Modalités d'exécution

Règlement d'Intervention Mobilité Internationale

Chapitre 2 : Volet 2 – Chantiers internationaux de jeunes bénévoles

DISPOSITION 1 - MODALITÉS DE DEPOT

Le dépôt des projets s'effectue via un formulaire en ligne sur Le Compte Asso. La DRAJES (Délégation Régionale Académique à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports) se charge de l'instruction.

DISPOSITION 2 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION ET MONTANT DE L'AIDE

Dans le cadre de l'accueil de jeunes bénévoles néo-aquitains et étrangers au sein de chantiers internationaux en Nouvelle-Aquitaine, le taux d'intervention régional est de :

15% maximum d'un budget plafonné à 15 000 € TTC maximum par chantier, ou un forfait de 3000 € TTC maximum pour les budgets supérieurs à 15 000 € TTC maximum. Les contributions volontaires pourront être prises en compte sous réserve qu'elles puissent être justifiées lors du bilan final.

Une même structure peut organiser plusieurs chantiers. Les dépenses éligibles sont liées à l'organisation (vie collective, matériel, transport, ...) et à l'animation du chantier.

Un bonus en sus de 200 € pourra être octroyé en cas de respect d'une des priorités suivantes :

- sessions organisées en zones fragiles (QPV, ZFRR),
- action réalisée pour la première fois,
- action organisée en zone blanche (lieu où aucun chantier n'est proposé),
- participation de public fragile

Situation	Justificatif
1. En situation de handicap ou d'affection de longue durée (ALD)	Attestation de décision MDPH ou attestation de maladie longue durée ou carte invalidité, etc.
2. Habitant dans une commune classée Zones France Ruralités Revitalisation (ZFRR)	Attestation de domicile de moins de 3 mois (facture d'énergie, d'eau, assurance habitation, etc.). Si le nom du participant ne figure pas sur l'attestation de domicile, cette-ci est à compléter par une attestation sur l'honneur au nom de l'hébergeant ou un certificat administratif de l'établissement d'envoi, etc.

3. Habitant à une adresse classée Quartiers Prioritaires de la Ville	Attestation de domicile de moins de 3 mois (facture d'énergie, d'eau, assurance habitation, etc.). Si le nom du participant ne figure pas sur l'attestation de domicile, cette-ci est à compléter par une attestation sur l'honneur au nom de l'hébergeant ou un certificat administratif de l'établissement d'envoi, etc.
4. Cas individuel pouvant relever de l'inclusion (attesté et justifié par une assistante sociale ou équivalent) ou dossier suivi par un service de l'état (PJJ, protection de l'enfance, ...)	Pièce administrative confirmant la situation du jeune

Le cumul des priorités ci-avant n'entraîne pas un cumul du bonus de 200 €.

Dans le cadre de l'envoi de jeunes néo-aquitains vers des chantiers de jeunes bénévoles internationaux à l'étranger, le taux d'intervention régional est de 15% maximum d'un budget global du projet d'envoi plafonné à 15 000 € TTC maximum.

DISPOSITION 3 - MODALITÉS D'INSTRUCTION, DE DÉCISION ET DE PAIEMENT

Modalités d'instruction et de décision

Dans le cas de demande de cofinancement régional pour les structures accréditées Jeunesse et Sport pour l'accueil de jeunes bénévoles néo-aquitains et étrangers au sein de chantiers internationaux en Nouvelle-Aquitaine, l'instruction des dossiers se fait une fois par an après le dépôt du dossier par la structure via un formulaire en ligne sur Le Compte Asso.

L'instruction est faite par la DRAJES dans un premier temps pour la recevabilité administrative. Dans un deuxième temps, les dossiers cofinancés par la Région sont gérés par le service instructeur dédié.

Les décisions d'attribution des financements sont prises par arrêté ou convention du Président du Conseil Régional. Une notification est adressée au bénéficiaire.

Dans le cas de l'envoi de jeunes bénévoles néo-aquitains à l'étranger, l'instruction des dossiers se fait au minimum une fois par an après le dépôt du dossier par la structure sur le site internet dédié.

Modalités de versement

Pour les aides inférieures ou égales à 5 000 €, le versement est effectué en une seule fois à hauteur de 100%.

Pour les aides supérieures à 5 000 €, le versement est effectué en deux fois conformément aux dispositions précisées dans l'acte administratif afférent à la décision.

A réception de la notification des financements accordés, le bénéficiaire devra déposer une demande de paiement en ligne sur MDNA.

DISPOSITION 4 - OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à présenter une demande subvention, avec le cas échéant ses agréments pour toutes les actions envisagées.

Le bénéficiaire s'engage à :

- Réaliser l'action telle que financée ou à en informer la Région Nouvelle-Aquitaine dans le cas contraire.
- Présenter dans la demande de subvention les objectifs du ou des projets pour lesquels une demande de subvention est effectuée (budget prévisionnel, public visé et actions envisagées),
- Faire un bilan une fois les missions réalisées permettant une analyse du retour sur les objectifs fixés (bilan et budget consolidé).
- Les documents financiers devront faire apparaître la mention TTC
- Le bilan du projet devra être retourné au service instructeur de la Région avant la fin de validité de l'arrêté émis.

DISPOSITION 5 - MENTION DE L'AIDE FINANCIÈRE

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Région. Il fera figurer le logotype téléchargeable sur le site de la Région sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de l'aide, précédé de la mention « avec le concours financier de la Région Nouvelle-Aquitaine ».

DISPOSITION 6 - CONTROLE ET ÉVALUATION DES RÉSULTATS

La Région se réserve le droit de procéder ou de faire procéder /

- à une évaluation du dispositif à laquelle le bénéficiaire pourra être associé.
- à un contrôle de l'utilisation effective des aides accordées

La Région Nouvelle-Aquitaine se réserve la possibilité de modifier à tout moment, par décision de sa Séance Plénière, les modalités d'octroi et de versement de l'aide régionale.

DISPOSITION 7 - ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur à compter du 29 octobre 2025.

DISPOSITION 8 - RÉVISION ET REVERSEMENT

Dans le cas où les modalités de mise en œuvre de l'action sont modifiées par rapport au projet initial, le porteur est tenu d'en informer immédiatement les financeurs. L'aide régionale sera automatiquement révisée.

Lorsque la durée de l'action est supérieure à la durée initialement prévue, la modification ne donne pas lieu à correction du montant de l'aide régionale.

La Région émettra un titre de recette si le montant de la première avance versée est supérieur au

montant définitif de l'aide.

De même en cas de non-réalisation de l'action, l'aide régionale sera annulée et un titre de recette émis pour le remboursement des sommes déjà versées, sauf circonstances exceptionnelles dûment attestées, et après décision de la Commission Permanente.

Dans le cas où la subvention de la Région est supérieure à 5 000 € et en cas de non-réalisation des actions, ou de réalisation partielle, la Région se réserve le droit de procéder à la révision de l'aide au prorata.

Dans le cas où la subvention de la Région est supérieure à 5 000 € et en cas de non-réalisation des actions, ou de réalisation partielle, la Région se réserve le droit de procéder à la révision de l'aide au prorata.